

« On est dans le bus, on va droit dans le mur et sans frein »

Thierry Bouldoire



Après ce qu'ils qualifient « de non-annonces » de Jean Castex, les syndicats enseignants des Pyrénées-Orientales sont « amers ». Ils prévoient un mois de janvier sous tension et une désorganisation des enseignements face à la flambée du variant Omicron. La rentrée est bien maintenue au 3 janvier.

Une grosse amertume ». Jérôme Guy résume sa déception après les « non-décisions » de Jean Castex. « Nous ne voulons pas d'une fermeture des établissements », insiste le co-secrétaire du SNUIPP 66. « Mais là, rien n'est fait pour changer la situation déjà complexe du mois de décembre. On est dans le bus, on va droit dans le mur, et sans frein », s'alarme le représentant des enseignants du primaire. « La protection des enfants et des personnels n'est pas à la hauteur d'un variant qui flambe comme le dit le ministre de la santé. Tout cela n'aura que l'effet inverse recherché. Avec le protocole de fermeture à 3 cas par classe, des classes et des établissements fermeront à cause de la hausse des contaminations et des cas contact, mais aussi du non-recrutement de remplaçants pour les enseignants empêchés par le Covid. Le gouvernement prend des mesures pour les jauges des stades et rien pour les écoles. C'est lamentable ».

« La désorganisation est inéluctable »

Même désolation pour Marc Moliner, secrétaire de la FSU66. « Le ministre de la santé confirme qu'Omicron touche plus les jeunes et rien n'est fait pour mieux les protéger. Et pas plus pour les enseignants et les personnels des établissements. Les détecteurs de Co2 sont rares, les opérations de dépistage aussi. Ce sont les parents qui font tester les enfants hors temps scolaires. Il n'y a quasiment pas de recrutement de remplaçants. La désorganisation des établissements est, malheureusement, une évidence en janvier ».

Thierry Bouldoire

Profs absents : aura-t-on assez de remplaçants ?

Avec la montée en puissance générale de la pandémie, de nombreux professeurs des écoles risquent de devoir rester à l'isolement pour cause de contamination au Covid. Les syndicats pointent du doigt la désorganisation qui pourrait s'en suivre en raison d'un nombre de remplaçants qu'ils jugent insuffisant. De son côté, l'inspection se veut rassurante, mais s'active pour « maximiser les moyens de remplacement ».

Inquiétude et ras-le-bol de mise ce lundi matin en salle des profs. « Comme d'habitude, on est mis au courant des nouvelles préconisations à la veille de la rentrée, déplore Géraldine Morales, cosecraire départementale de la fédération syndicale FSU, majoritaire chez les enseignants. Par ailleurs, les mesures que le ministre a annoncées (multiplication des tests et assouplissement des règles d'isolement lorsque des cas sont détectés, NDLR) ne sont pas à la hauteur de la situation sanitaire. On se sent mis en danger et méprisés. Nous sommes favorables à ce que les établissements scolaires restent ouverts, mais pas au détriment de la sécurité des élèves et des personnels... » Le porte-parole du syndicat de

professeurs des écoles SNUipp, Jean-François Noguès, acquiesce : « Ce lundi matin, le taux d'incidence était de 1 600 cas pour 100 000 habitants dans le département et dans les faits, le protocole s'alège... Il ne mentionne par exemple plus de fermeture systématique à partir de trois cas positifs dans une même classe. Les dispositions prises à l'école vont à l'inverse de celles mises en place dans le reste de la société, où les mesures liées à la pandémie sont durcies. »

■ « Un bordel sans nom »

Par ailleurs, selon Jean-François Noguès : « Avec l'augmentation générale du nombre de cas, il va forcément y avoir plus d'enseignants absents. On risque d'avoir des centaines de postes non remplacés dans les

semaines à venir. » La plupart des syndicats enseignants partagent cette crainte. « Pour l'instant, nous n'avons pas de vision globale, mais il y avait dès ce lundi beaucoup d'enseignants absents à cause du Covid, indique Nadia Faye, du SE-Unsa. Or, nous manquons déjà de remplaçants... C'est un bordel sans nom ! »

Le président académique du Snaic, Karim El Ouardi, fustige également la « faiblesse » du vivier de remplaçants des Pyrénées-Orientales (autour de 150 pour environ 2 000 classes). « On paye le prix de quatre années d'économies budgétaires », estime-t-il. Sur ce coup, Tanguy Lorme, de la fédération FO de l'Éducation, est sur la même longueur d'onde. « Cela fait plus d'un an et demi que nous sommes dans cette situation sanitaire,



► L'heure de la sortie ce lundi 3 janvier devant l'école Rousseau de Perpignan.

Photo Paul Mangin

ils ne peuvent pas dire qu'ils ne recrutent pas de personnels qualifiés sous statut car ça va s'arrêter dans quinze jours... », s'énerve-t-il.

■ « La priorité des semaines à venir »

Pour faire face à l'urgence, la plupart des syndicats plaident pour « l'ouverture de la liste complémentaire ». En clair : l'embauche des postulants qui ont raté de peu le concours de professeur des écoles l'année

dernière.

Cependant, il ne s'agit pas là de l'option que privilégie la hiérarchie. « Nous ne sommes pas dans cette perspective », confirme le directeur des services départementaux de l'Éducation nationale, Frédéric Fulgence. S'il affirme ne pas encore disposer de chiffres consolidés concernant les absences de professeurs en cette rentrée, l'inspecteur considère cependant que la « maximisation des moyens de remplace-

ment » constitue « la priorité des trois semaines à venir ». « C'est pourquoi nous suspendons toutes les causes d'absence autres que la maladie afin de remettre dans le contingent classique les remplaçants utilisés pour permettre aux enseignants de partir en formation. Nous n'excluons pas non plus de recruter des vacataires et des contractuels supplémentaires », détaille-t-il. Insuffisant aux yeux des syndicats.

Amaud Andreu